

ASSEMBLÉE NATIONALE

22 juillet 2022

LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE POUR 2022 - (N° 17)

Commission	
Gouvernement	

RETIRÉ AVANT DISCUSSION**SOUS-AMENDEMENT**

N ° 1023

présenté par

Mme Pires Beaune, M. Aviragnet, M. Baptiste, Mme Battistel, M. Bouloux, M. Philippe Brun, M. Califer, M. David, M. Delaporte, M. Delautrette, M. Echaniz, M. Olivier Faure, M. Garot, M. Guedj, M. Hajjar, Mme Jourdan, Mme Karamanli, Mme Keloua Hachi, M. Leseul, M. Naillet, M. Bertrand Petit, Mme Pic, M. Potier, Mme Rabault, Mme Rouaux, Mme Santiago, M. Saulignac, Mme Thomin, Mme Untermaier, M. Vallaud, M. Vicot et les membres du groupe Socialistes et apparentés (membre de l'intergroupe Nupes)

à l'amendement n° 920 (Rect) de M. Jean-René Cazeneuve

APRÈS L'ARTICLE 4

I. – À l'alinéa 3, substituer aux mots :

« une fraction »,

les mots :

« la moitié ».

II. – La perte de recettes pour l'État est compensée à due concurrence par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I^{er} du livre III du code des impositions sur les biens et services.

EXPOSÉ SOMMAIRE

Le présent sous-amendement de repli des députés Socialistes et apparentés vise à préciser le taux de compensation des dépenses éligibles pour les collectivités concernées en fixant celui-ci à la moitié de ces dépenses. Alors que plus de la moitié de l'exercice 2022 est déjà exécuté, que les leviers fiscaux ne sont plus disponibles pour 2022 et considérant la rigidité inhérente aux dépenses locales

en fonctionnement, il apparaît justifié que le taux de compensation de ces dépenses exceptionnelles soit significatif à défaut d'une compensation intégrale pour ce qui est de la hausse du point d'indice. A défaut d'adoption de notre sous-amendement proposant un taux à deux tiers, nous proposons un taux de compromis à 50 %.